

FICHE DE PRESENTATION

1- OBJET : Memoire de Géopolitique

**2- TITRE : L' Echech de la Politique de Développement en Afrique
subsaharienne**

3- PIECE JOINTE : Plan du mémoire

4- DATE : 22 Décembre 98

5- NOM et GRADE Redacteur : LCL RANDRIAMARO Guy Bobin

6- DIVISION : A5

7- ANALYSE :

**Le marasme économique devient de plus en plus alarmant en Afrique
subsaharienne , et la met dans une situation de désespoir où s'entremêlent
pauvreté , famine , et fratricide .**

**Au moment où l'on prône les droits de l'homme universels , il s'avère
nécessaire de comprendre les causes internes et externes de cette décadence et**

Titre I : Bilan de la situation politique et socio-économique en Afrique	2
I .1- Constat précolonial	2
I .2- Constat sur la période coloniale	3
I .3- Constat post-colonial	5
I .3.1- Bilan de la première décennie de l'indépendance.....	5
I .3.2-Bilan à partir de l'année 1970	6
Titre II : les causes fondamentales de l'échec de la politique de développement en Afrique Subsaharienne	9
II .1- Les facteurs internes de l'échec de la politique de développement	9
II .1.1- Gestion politico-économique	9
a- Les inconvénients de l'intervention de l'Etat dans le processus économique	11
b- Une priorité à la cause politique	12
c- Les problèmes de l'agriculture africaine	12
d- Les problèmes de la surévaluation des taux de change	14
II .1.2- Les problèmes socio-politiques	15
a- Les problèmes démographiques et éducatifs	15
b- L'instabilité politique et les conflits internes	17
c- Le risque d'embrasement de la guerre du Congo-Kinshasa sur toute l'Afrique	19
II .2- L'influence de certains facteurs externes au développement Africain ...	23
II .2.1- L'impact d'une colonisation sommaire	23
II .2.2- L'impact du contexte international	24

a- Les effets de la guerre froide et des conflits d'influence25

b- L'impact des chocs pétroliers26

-

Titre III : La démocratisation en Afrique
.....27

conclusion29

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

**Elaboré par le Lieutenant-Colonel RANDRIAMARO Guy
Bobin,**

en stage au Collège Interarmées de Defense

(6° Promotion - session 98/99)

Titre de l'ouvrage :

L'Echec de la politique de developpement

en Afrique SUBSAHARIENNE

L' Echech de la politique de développement

en Afrique SubSAHARIENNE

-
-
-
-

INTRODUCTION:

A l'ère où les lois du marché évoluent dans un contexte dit de mondialisation et où l'on prône les droits de l'homme universels , se pencher sur le problème de développement de l'Afrique qui se trouve dans une situation frisant le désespoir, semble nécessaire pour comprendre le mal qui l'handicape afin d'éviter le pire , non seulement pour ce continent , mais aussi pour le monde entier.

Car voilà une quarantaine d'années , que les pays africains subsahariens se sont évertués à s'engager dans la " voie de développement " , mais jusqu'à ce jour , la plupart n'ont guère pu émerger du sous-développement . Ils ont plutôt régressé de plus en plus vers une situation désespérée, en se voyant distancés davantage par tout autre pays du tiers monde . L'on serait même tenté de dire qu'ils constituent dorénavant un " quart monde " en perdition .

Les pays africains avaient pourtant au moment de l' indépendance , des atouts loin d'être négligeables pour un avenir meilleur , par comparaison à l'époque à d'autres pays en voie de développement . Ils disposent de ressources économiques appréciables tout en ayant bénéficié des infrastructures plus ou moins bien appropriées (ports , routes en bon état d'entretien , barrages et canaux

d'irrigation...), héritées des puissances coloniales , et des rapports commerciaux assez privilégiés avec ces dernières .

Les Etats africains avaient donc eu un élan assez prometteur , mais alors pourquoi cette faillite de développement , cette tendance à la régression et à la paupérisation presque généralisée sur toute l'Afrique subsaharienne ? Et dans ce monde qui se veut être garant du respect des droits de l'homme et de la démocratie , pourquoi cette course au pouvoir si violente en Afrique , caractérisée pour la plupart, par des fréquents coups d'état , par des guerres civiles persistantes , des fratricides , des génocides ? Pourquoi ces manques de concession , de concertation et de coalition entre les dirigeants et les autres groupes politiques ?

La similarité des problèmes sévissant en Afrique ou la quasi-généralisation de l'échec de la politique économique et sociale des Etats africains , viendrait du fait de l'identité de leur culture très traditionnelle et de celle de leur histoire coloniale . Néanmoins devant cette situation de marasme économique et de violences " insensées " , l'on est tenté de se demander si les dirigeants africains , ou ceux qui veulent l'être , ont vraiment le sens patriotique et des programmes économiquement et socialement bien fondés ? Ou sont-ils débordés par des problèmes ethnico-culturels paraissant jusque-là insolubles et par une pression géopolitique et économique internationale très contraignante , dans lequel contexte peu arrivent à faire émerger leur pays sur la voie de développement et à consolider leur crédibilité pour garantir une stabilité politique , condition nécessaire à un développement fiable.

Après un bilan de la situation politique et socio-économique de l'Afrique subsaharienne , cette étude va ainsi porter sur l'analyse des causes internes et externes de l'échec de développement africain et sur l'analyse de la solution occidentale basée sur la démocratisation .

Titre I : Bilan de la Situation Politique et Socio-Economique en Afrique

-

I.1 - Constat précolonial :

Il ne sera pas question ici de faire ou de retracer l'histoire africaine , qui nécessiterait une étude bien fouillée et précise , mais l'intérêt à faire valoir dans cette partie consistera à un bref rappel d'un tableau général de l'aspect politique , économique et social de l'Afrique subsaharienne avant la colonisation . Ceci nous permettra de faire le point d'éléments historiques et culturels fondamentaux , pour l'analyse des facteurs géopolitiques à mener dans cette étude . Tant si peu soient-ils ces éléments , ils nous serviront néanmoins de base importante pour une compréhension de l'évolution de la situation en Afrique .

L'Afrique a été longtemps marquée par la traite d'esclavage , en étant le principal fournisseur d'esclaves , aussi bien vers l'Orient (Arabie - Perse - Pakistan) que vers l'Amérique et les îles de l'océan Atlantique et de l'océan Indien . Cette traite s'avérant trop importante et inhumaine vers la fin du XIXème siècle a suscité la mobilisation des classes politiques européennes par les missionnaires catholiques et protestants et a fini par justifier au début la colonisation de l'Afrique, en donnant le courage aux européens (français , allemands , anglais , belge , portugais) de pénétrer davantage en profondeur de l'Afrique pour y affronter aussi bien les esclavagistes autochtones ou arabes , que le paludisme et la vie sauvage encore ignorée .

Durant la période précoloniale , l'organisation politique africaine avant la colonisation , a été peu structurée dans l'ensemble , et à la veille de la colonisation on était encore en présence d'émiettement en milliers de tribus et en centaines d'ethnies vivant dans la crainte permanente d'invasion ou d'agression génocidaire . C'était plus ou moins encore la loi de la jungle dans laquelle les plus puissants ethnocidaient les plus faibles ou les réduisaient en esclavage .

A cette époque , on y releva l'existence d'une dizaine d'empires prédateurs , assez conquérants et essentiellement esclavagistes , dont principalement :

- Zoulou et Ndebélé au Sud
- Sokoto et Madhiste au Nord-Est

- El-Hadj-Omar et Samory à l'Ouest
- Tipu-Tip dans la cuvette du Congo

Et en réalité seulement l'Ethiopie , Madagascar, Burundi et Rwanda , faisaient partie , à la veille de la colonisation ,des très rares Etats-Nations en Afrique ,au même titre que le Maroc , organisés en monarchies plus ou moins structurées , rassemblant sous leur autorité divers royaumes ou féodalités .

A titre d'illustration, dans mon pays à Madagascar la Reine Ranaivalona III (1864 - 1895) regroupait sous règne trois grands royaumes , ceux du Merina au centre, du Betsimisaraka à l'Est , et du Sakalava à l'Ouest . Par ailleurs un gouvernement avec 8 ministères existait déjà dès 1881 (Ministère de l'Intérieur, de la Guerre, des Affaires étrangères, de la Justice, du Commerce, de l'Industrie et des Travaux publics, des Finances, et de l'Instruction Publique et de la législation), dont le Premier Ministre à l'époque était Rainilaiarivony . Une politique de réunification de l'île avait été faite , et une organisation politique administrative a été appliquée , en s'étant inspirée du système anglais du fait que les Rois et les Reines s'étant succédés vers le XIXè siècle , ont côtoyé les anglais avant l'annexion de Madagascar par la France en 1895.

Sur le plan économique et social , l'Afrique subsaharienne pendant cette période , n'avait pas généralement d'infrastructures socio-économiques les plus indispensables , car il n'existait pas encore de port , ni de réseau routier , ni d'hôpitaux , ni de barrage pour l'agriculture , laquelle était juste limitée à une production de subsistance basée sur des techniques traditionnelles .

I.2 - Constat sur la période coloniale :

Ce constat nous ramène brièvement à un panorama historique de la colonisation avec des apports fondamentaux concrets ayant justifié au nom des droits de l'homme , de la justice et de la charité , les actions humanitaires et les missions

dites " civilisatrices " des puissances coloniales . A cette occasion cependant , on ne saurait écarter des visées géopolitiques et économiques de contrôle des espaces africains , à voir les types d'établissement colonial dont à titre d'exemples :

- des colonies de peuplement : Algérie - Afrique du Sud - Rhodésie -Angola
- des colonies stratégiques : Egypte - Djibouti - Le Cap
- des colonies d'exploitation ou de prestige : Maroc - Kenya - Congo -Madagascar

La colonisation vers la fin du XIXème siècle (1880/1885)brisa les empires ayant résisté , par des expéditions militaires importantes pour faire cesser totalement l'esclavagisme . Au Congo , les Belges avaient du mal à lutter contre les chefs esclavagistes dont le célèbre Tippo-Tip , contre lequel ils n'ont pu triompher qu'au terme de longues et difficiles campagnes militaires. Les allemands ont dû mener au lac Victoria des batailles navales contre les flottilles esclavagistes arabes qui avaient leur base principale sur l'île de Zanzibar .

La colonisation était alors un moyen de libération africaine de l'esclavage et de la domination des peuples faibles et défavorisés par les empires ou tribus assez forts , prédateurs et conquérants à l'exemple de ceux cités plus haut . Par la présence européenne , la population pouvait dorénavant dormir sans crainte des attaques des voisins.

Sur le plan politique , des administrations coloniales basées sur l'autoritarisme étaient mises en place et imposaient une organisation et des découpages territoriaux arbitrairement artificiels, ainsi que des frontières coloniales parfois illogiques ne tenant pas compte des réalités ethniques et culturelles .

Sur le plan socio-économique , en l'espace d'une cinquantaine d'années l'administration coloniale a entrepris d'immenses réalisations avec l'aide de la

métropole et au moyen des profits tirés de l'exportation des matières premières et des produits agricoles . Mais aussi , à voir le cas de mon pays comme parmi tant d'autres , ces réalisations ont été entreprises rapidement au moyen d'un système d'impôts individuels imposés à tous les hommes majeurs (ce qui avait entr'autres un effet positif de lutter contre l'oisiveté) , ainsi qu'au moyen d'un service national obligatoire pour des travaux d'intérêt général permettant d'avoir en permanence une main-d'oeuvre presque gratuite pour de grands travaux publics .

Des hôpitaux , des infrastructures administratives et économiques , des routes , des chemins de fer, des ports et des aéroports , des barrages agricoles et hydroélectriques , et des canaux d'irrigation ont été alors vite construits .

Pour accélérer la formation des personnels administratifs et des cadres autochtones , des écoles ont rapidement proliféré dans toutes les colonies et les élèves plus méritants ont été envoyés en métropole pour continuer et approfondir leurs études.

Et concernant la majorité des paysans , les autorités coloniales les ont faits producteurs des denrées de base pour l'autosuffisance .

La libération de la population africaine de l'esclavagisme , de la violence , et de l'injustice , et la remise dans le sphère de la " civilisation contemporaine " ainsi que sur la voie de développement , furent les points positifs de la colonisation de l'Afrique subsaharienne .

Cependant à l'issue des deux guerres mondiales et notamment vers la fin des années 50 , des mouvements d'indépendance allaient se concrétiser et les puissances coloniales devaient céder à ces revendications nationales sous la pression morale et politique des Etats-Unis .

I.3 - Constat post-colonial :

Dans cette partie , retraçant une vue générale de la situation dès l'indépendance jusqu'à ce jour , il a été jugé bon de faire davantage un bilan socio-économique , en esquissant d'une manière très restreinte et la plus objective possible les aspects politiques .

Pour faire le constat après l'indépendance, deux périodes seront distinguées , celle de la première décennie de cette époque et celle à partir de l'année 1970 , et ce pour présenter d'une manière assez nette un tableau évolutif et comparatif.

I.3.I - Bilan de la 1ère décennie de l'indépendance :

Les acquis du développement mis en valeur depuis 1950 lors de la colonisation , constituaient un élan économique et social assez prometteur pour les nouveaux Etats Africains indépendants à partir de l'année 1960 .

Ces jeunes Etats Africains n'ont presque rien changé de l'organisation et du découpage administratif hérités de l'administration coloniale . L'O.U.A. dès sa création en 1963 a même déclaré le principe de l'intangibilité des frontières coloniales pour consolider ces Etats façonnés auparavant d'une manière très artificielle .

Les nouveaux dirigeants , pour la plupart , ont hérité de l'hégémonie et de l'autoritarisme de l'administration coloniale par le monopole du pouvoir public au moyen d'une classe politique à parti unique assez fort , à côté pour certains , de quelques partis qui ne pouvaient pas faire le poids .

Sur le plan économique , ces années suivant l'indépendance ont été une période faste pour l'Afrique Noire , où elle était encore autosuffisante pour son alimentation de base . La population en 1960 était à 275 millions , à peu près le tiers de celle d'aujourd'hui , et que le taux de croissance démographique était encore modeste à cette époque , de 1,5 à 2% .

On pouvait dire que durant cette 1ère décennie de l'indépendance , le climat économique africain était euphorique . Les matières premières , tant agricoles que minières se vendaient bien . La prospérité était considérée comme éternelle , et partout dans les pays Africains l'heure était aux dépenses et on se donnait librement à engager des budgets de fonctionnement assez importants , à réaliser diverses infrastructures (logements et bâtiments administratifs -des routes - des ponts - des barrages - des industries) et à contracter d'importants emprunts pour investir davantage dans des programmes de développement .

I.3.2 - Bilan à partir de l'année 1970:

-

Après cette période d'opulence des premières années de l'indépendance , qui avait hissé le PIB par habitant d'une moyenne de 300 dollars à plus de 600 dollars en 1974 , la croissance économique de l'Afrique stagna à partir de cette année jusqu'en 1980 . Les jeunes Etats d'Afrique subsaharienne y étaient justement confrontés à une explosion démographique qui commençait à s'alourdir et devaient par ailleurs , faire face à une crise internationale due aux chocs pétroliers des années 73 et 79 , laquelle a changé la situation économique mondiale . De plus , les matières premières africaines (agricoles ou minières) commençaient aussi à subir des concurrences sérieuses , en particulier avec celles de l'Asie et de l'Amérique latine.

On notait de plus en plus une perte des marchés internationaux africains ; les termes de l'échange se détérioraient et la part du marché mondial africain s'amenuisait au fil des années :

- en 60 : 9%

- en 70 : 8,5%

- en 87 : 4,4%

- en 93 : 3%

Le cuivre , le bois , le cacao , le café , le coton et le sucre subissaient une perte variant de 22 à 38% durant ces périodes .

L'Afrique subsaharienne s'appauvrit année par année . Le PIB pour l'ensemble du continent s'orientait à la baisse depuis 1981 , et il est revenu depuis 1991 à son niveau des premières années de l'indépendance , voire même un peu plus bas pour certains (moins de 280 dollars pour : Erythrée , Somalie , Ouganda , ex-Zaïre , Mali , Tchad , Mozambique , Sierra Leone , Guinée Bissau , Gambie , Rwanda , Burundi , et Madagascar) . Le PNB de l'Afrique Noire , sans l'Afrique du Sud (à 90 milliards) est de 300 milliards dollars , inférieur à celui de l'Espagne qui est à 430 milliards de dollars avec une population 11 fois moindre , et inférieur aussi à celui du Brésil 405 milliards de dollars.

La baisse de la croissance économique de l'Afrique Noire était de 1,2% à partir de 1981, et jusqu'en 1992 on relevait un recul de 14% . Elle détenait alors , juste 1% du PNB de la planète , avec pourtant un peu plus de 10% de la population mondiale.

-

Depuis 1981 , la baisse du pouvoir d'achat africain était évalué à 40%. Par ailleurs le taux d'efficacité ou de production additionnelle , lié à l'investissement a énormément régressé :

- en 60 : 31%

- dans les années 80 : 2,5%

Ces situations ne pouvaient qu'accentuer le problème africain en provoquant par conséquent la dégradation des termes de l'échange , car à partir des années 80 , ils étaient inférieurs à 30% par rapport à ceux de l'année 70 . Aussi tous les biens d'équipement et les produits finis importés ont connu une hausse assez galopante , contrairement aux prix des produits de base africains exportés qui tendaient vers une baisse de en plus en plus importante .

L'inflation était inévitable , la baisse du pouvoir d'achat était généralisée et le coût de la vie ne cessait de monter . La famine et la pauvreté allaient s'enraciner de plus en plus au sein d'une population devenue de plus en plus nombreuse .

Le taux d'augmentation démographique africaine est ainsi estimé en moyenne de 3% par an , contre une croissance agricole annuelle de 1 à 1,5% . En 1988 la population africaine était de 600 millions et est estimée à 835 millions en l'an 2000 , contre 273 millions en 1960 , alors que la production a malheureusement stagné depuis 1980 , à l'exception de la Côte d'Ivoire , du Cameroun , de la République Centrafrique, du Malawi, du Zimbabwe , du Kenya et du Swaziland affichant des tendances plus positives (avec un taux de production de 3,3%) .

La pression démographique , le manque de terre ancestrale à cultiver et de moyens de production agricole ont suscité l'exode rural en accélérant ainsi une urbanisation, caractérisée par la prolifération des bidonvilles. L'extension des villes africaines est estimée à 7 à 10% par an , voire un peu plus pour certains (13% pour le cas de Nairobi , la capitale de Kenya). Cela a constitué un handicap à la politique de l'urbanisme , et n'a fait que développer le chômage , la criminalité et les violences dans les villes , ainsi que les maladies et la faim .

Par ailleurs , l'Afrique commençait à ne plus intéresser les investisseurs depuis le début des années 90 , car la part lui étant attribuée en 92 sur le total mondial d'investissements était juste de 2% ,et pourtant encore répartie inégalement puisque :

- 30% au Nigeria (900 millions de dollars)
- 15% en Egypte
- 14% au Maroc
- 12% au Tunisie
- 10% en Côte d'Ivoire
- 5% en Libye
- et 14% seulement du 2% pour les autres pays d'Afrique

Avec ce tableau assez sombre , l'Afrique avait du mal à s'en sortir pour se remettre sur la voie du développement , et ne pourrait que compter sur l'aide internationale et au moyen de nouveaux emprunts .

L'aide en Afrique a connu une augmentation continuelle , en 1970 elle était de 17% de l'aide publique mondiale au développement , et en 92/93 de 40% contre 10% pour l'Amérique latine et 26% pour l'Asie du Sud et de l'Est .

De même que la dette de l'Afrique subsaharienne ne cessait de s'élever :

- en 70 : 10 milliards de dollars
- en 75 : 27 milliards
- en 80 : 109 milliards
- en 85 : 176 milliards
- en 89 : 257 milliards
- en 90 : 280 milliards , soit 400 dollars par habitant

TITRE II - LES CAUSES FONDAMENTALES DE L'ECHEC DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE:

Après les efforts de développement entrepris dans les pays de l'Afrique Noire , lors de la colonisation , et à l'issue de la période de l'opulence durant les premières années de l'indépendance , époque où tout prêtait à croire qu'un bel avenir attendait l'Afrique et pendant laquelle on l'a laissée contracter d'énormes emprunts , le bilan de l'évolution de la situation dans les Etats africains évoqué précédemment nous a malheureusement présenté un tableau s'assombrissant davantage .

Il s'avère alors pertinent d'appréhender les causes pour une meilleure compréhension des solutions et programmes en cours ou à envisager pour l'Afrique

Noire . Aussi cette partie sera consacrée à l'analyse des facteurs internes , de même qu'à celle des facteurs externes ayant eu une influence plus ou moins conséquente à l'échec du développement africain .

II.1- Les facteurs internes de l'échec de la politique de développement:

-

En considérant le progrès de développement entrepris par les pays asiatiques , lesquels bénéficiaient encore en 1970 de 50% du volume de l'aide mondiale et n'en reçoivent 20 ans plus tard que 26% , contrairement en Afrique où l'on note exactement le phénomène inverse (de 17% à 40%) , l'on se demande s'il ne s'agit là que d'une mauvaise gestion économique de la part des dirigeants politiques africains , ou plutôt d'attitudes politiques et des comportements sociaux inappropriés ?

Aussi allons-nous essayer d'analyser les causes de l'échec au niveau des réalités politiques , économiques et sociales .

II.1.1- Gestion Politico-économique:

-

Parler de la gestion économique nous amène forcément à parler davantage de la politique , ce qui pour le présent thème n'est pas chose aisée et s'avère très délicat dans la mesure où l'on appartient à un corps apolitique , et d'autant que l'analyse ici faite risquerait d'être mal perçue , voire mal interprétée . Mais comme il a été dit plus haut , nous essayerons de circonscrire l'aspect politique , dans une vision la plus objective possible relatant les réalités connues par tous .

L'existence des deux grandes idéologies politiques sur la planète , et notamment pendant la guerre froide , a fait diverger les systèmes politiques et économiques en Afrique .

On y relevait alors 3 types de régime économique :

1- Le type de régime économique libéral , caractérisé par une politique d'ouverture à l'investissement des étrangers et à celui d'une élite nationale , et par la liberté des mouvements d'entrées et de sorties des capitaux .

Dans ce premier type de régime économique , l'appareil étatique joue un rôle secondaire consistant à maintenir une bonne infrastructure économique , et un climat de stabilité et de confiance pour attirer les capitaux privés étrangers . La stratégie de l'Etat est d'accroître davantage les taux de croissance en réduisant son intervention au minimum sur les marchés des biens et des ressources , en n'agissant alors que sur les marchés intérieurs des denrées alimentaires où les intérêts des investisseurs étrangers ne sont pas très puissants . Cependant la répartition et l'égalité des revenus ne font partie que des préoccupations du second plan . C'est le cas en Côte d'Ivoire , Gabon , Malawi, Sénégal, Niger , Tchad

2- Le deuxième type de régime , parfois qualifié de " capitalisme d'Etat", consiste à une nationalisation partielle des intérêts étrangers , en accroissant l'investissement public et en encourageant les investisseurs privés locaux . Il existe alors une mainmise de l'Etat sur les secteurs directement productifs, par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou en association avec des capitaux privés . Ce type de régime se rencontre dans les pays comme le Nigeria , le Ghana , la Zambie , le Botswana , et le Kenya où les intérêts des élites nationales supplantent ceux des investisseurs privés étrangers dont les capitaux entrant à ces pays sont canalisés et contrôlés par le gouvernement .

3- Le troisième type de régime dit de " national collectiviste " s'apparente à des nombreux égards au précédent , mais l'intervention de l'Etat est encore plus importante en matière d'investissement et de commercialisation . L'Etat s'efforce avant tout , de régler les problèmes de distribution et d'équité , et les dépenses publiques affectées au secteur social sont parfois supérieures aux ressources disponibles , par rapport à celles des autres types . Sont concernés par ce régime , les pays aspirant au socialisme tels que la Tanzanie , la Mozambique , l'Angola , et l'Ethiopie .

Ce que l'on remarque dans ces 3 types de régime , c'est l'existence de l'intervention de l'Etat , bien qu'elle soit à des degrés différents , puisque même pour le premier type , cette intervention est toujours présente mais d'une importance toutefois assez moindre . Cela confirme que les gouvernants africains ont hérité dans bien des cas d'une forme de régime autoritaire où l'économie est traditionnellement soumise à un sévère contrôle étatique .

L'intervention de l'Etat s'est amplifiée dans les années 70 et 80 , par l'extension des activités étatiques dans le domaine économique et commerciale , tant au niveau de la production qu'au niveau de la distribution des biens , en nationalisant des entreprises , en recourant au système de participation majoritaire et en réalisant des programmes industriels assez importants .

a - Les inconvénients de l'intervention de l'Etat dans le processus économique

⋮

Ces mesures d'extension du secteur public ont logiquement contribué à la création d'emplois , et du coup à l'accroissement des dépenses publiques , alors que les ressources étaient encore insuffisantes et épuisées par des subventions gouvernementales très coûteuses face à l'existence d'une pléthore de fonctionnaires.

La plupart des pays africains étaient obligés de consacrer une grande partie de leur budget au paiement des traitements et des salaires , ainsi qu'à l'achat des biens à usage gouvernemental : près de 30% entre 1974 et 1980 , comparé à environ 20% en Amérique latine, et 15% en Asie et au Moyen-Orient . Le cas le plus marquant était celui de Nigeria où en 1973 et 1979 , la quasi -totalité des revenus pétroliers ont été immédiatement consommés par l'Etat .

Incapables de réduire leurs dépenses proportionnellement à leur recettes pour des raisons politiques et économiques , les gouvernements ont eu recours à l'emprunt , et il n'est pas surprenant que la dette africaine ait augmenté en moyenne 22% par an , entre 1973 et 1983 , dépassant largement l'expansion de la production et des exportations .

Pourtant les fonds placés dans les entreprises (investissements ou aides) ne pouvaient être amortis , l'une des causes étant la négligence du contrôle au sein des secteurs publics ou d'organismes semi-publics . Aussi n'est-il pas étonnant de relever pas mal de cas de détournements des ressources nationales au niveau de ces secteurs , et de ne pas obtenir les résultats escomptés.

Cette intervention de l'Etat a par ailleurs suscité des réglementations assez complexes pour l'autorisation et l'affectation des devises , lesquelles ont constitué des obstacles pour les exportations privées , les investissements étrangers et le développement social , en freinant la croissance économique tout en intensifiant la dépendance vis-à-vis des importations des denrées alimentaires .

A cette politique économique d'intervention viennent se greffer des motivations politiques assez généralisées , marquées par la volonté d'hégémonie et le népotisme .

b - Une priorité à la cause politique :

Les dirigeants africains ont tendance à vouloir pérenniser le monopole du pouvoir et à vouloir à tout prix préserver leur sécurité politique , en utilisant l'épargne nationale pour une politique d'affectivité qui consiste à édifier une base de soutien à partir des groupes ou liens ethniques par le système du favoritisme ethnique .

En effet les liens ethniques constituent souvent un élément prépondérant de la politique de népotisme , afin de s'attribuer un électorat assuré. Ainsi se livre-t-on le plus souvent à des engagements de dépenses immodérées sur des programmes non prioritaires: constructions diverses immobilières dans les villages , prolifération des nouvelles écoles sans instituteurs suffisants , création d'emplois ou de services pour le recrutement des membres du groupe ethnique et installation de ceux-ci à des postes importants , sans compter les complaisances envers les notables lors des tournées politiques . Et faut-il reconnaître que la constitution de ces liens ou groupes ethniques se tissant d'abord au niveau des villages exerce une influence fondamentale sur les prises de décisions socio-économiques .

Une part considérable du budget national est engloutie pour la cause politique , ce qui est à l'origine d'un désordre plus ou moins important dans la gestion des finances publiques . En définitive , les problèmes de gestion financière en Afrique ne s'expliquent pas par le manque de compétence ou d'expérience mais résultent plutôt de l'importance accordée à la cause politique canalisant le fond public au profit des élus locaux , en plaçant en second plan les priorités de rendement et de croissance économiques .

c - Les problèmes de l'agriculture africaine :

Ce problème qui n'est pas un des moindres nécessite aussi une attention particulière. Car comme il a été précisé dans le bilan socio-économique, la production alimentaire africaine , depuis les années 70 a augmenté moitié moins vite que la population (1 à 1,5% contre 3%) . Pourtant on a négligé le programme d'ajustement entre la croissance démographique et la production alimentaire , alors que tous les programmes de planification familiale n'ont donné depuis 1975 de résultat tangible jusqu'à ce jour , car aucun pays africain ne montre vraiment de signe de déclin de fécondité , dont le taux global atteint encore 6,9% .

L'Afrique subsaharienne se trouve être la seule région du monde en développement où la production alimentaire par habitant a régressé depuis les années 70 , à l'exception de la Côte d'Ivoire , de la République Centrafrique , du Cameroun , du Kenya , du Malawi , de Swaziland et du Rwanda .

Néanmoins la part du budget attribuée à l'agriculture africaine n'est qu'en moyenne de 5% du budget national , quand bien même l'agriculture représente le secteur principal de productivité et constitue ainsi la source de revenu essentiel pour la majeure partie de la population . Ce manque d'intérêt de l'Etat à se concentrer sur des programmes relatifs à l'agriculture , ne pouvait par conséquent développer la productivité locale . De même que la politique de bas prix pratiquée à l'égard des agriculteurs , pour maintenir à un faible niveau les prix des denrées alimentaires au profit des consommateurs urbains , ne saurait que constituer un frein à l'agriculture .

L'Etat s'est plutôt orienté vers des programmes macro-économiques au détriment du secteur agricole et plus spécialement au détriment des petits paysans ou des petits exploitants agricoles . Or ces derniers n'ont jamais disposé de moyens techniques appropriés pour mieux produire , en appliquant un système de production restant encore archaïque et rudimentaire qui s'est toujours concrétisé par de faibles niveaux de productivité ou de rendement agricole médiocre . Et en face de la production céréale mondiale qui atteint alors en moyenne 2 tonnes à l'hectare , celle de l'Afrique n'arrive à peine qu'à la moitié sinon même moindre .

Les gouvernements qui ont soutenu les petites exploitations agricoles comme le Zimbabwe , le Malawi , le Kenya , et la Côte d'Ivoire , en essayant entr'autres de maintenir l'équilibre entre les importations et les exportations , ont mieux réussi que les autres .

Les Etats qui s'étaient engagés plutôt dans les programmes macro-économiques par l'investissement à outrance à l'exemple de mon pays et de tant d'autres , ne pouvaient à défaut de ressources suffisantes , supporter simultanément le soutien de la recherche agricole , d'octroi de crédit pour les programmes de vulgarisation , des projets d'irrigation et d'achat des engrais , ainsi que le soutien des petites exploitations agricoles . Les services d'aides agricoles s'avéraient alors de plus en plus insuffisants pour mieux promouvoir la production agricole.

De plus le défaut de l'extension ou de l'entretien des réseaux routiers , notamment des routes des campagnes, qui pourraient réduire les prix et faciliter les concurrences , sont loin de stimuler la productivité .

Par ailleurs , les prix réels des produits agricoles d'exportation qui ont commencé à chuter avant 1978 à cause des dépenses croissantes des industries parastatales et de l'importance des taxes prélevées à l'exportation pour sauvegarder l'intérêt de ces industries , ont contribué davantage à ralentir la productivité agricole.

La politique macro-économique sur laquelle l'accent a été mis , était la cause de la pénurie de devises et de revenus en n'ayant pas abouti à de bons résultats, alors qu'on ne pouvait même pas compter sur le domaine agricole étant de surcroît négligé . Car au lieu de promouvoir le commerce à l'intérieur du continent en privilégiant les rapports entre les villes et les communautés rurales , on continuait à attacher de l'importance aux relations commerciales avec les pays aux économies les plus avancées .

d - Les problèmes de la surévaluation des taux de change :

Après le second choc pétrolier de l'année 1979 , les gouvernements africains ont élevé leur taux de change , et selon le rapport de la banque mondiale en 1983 , cette surévaluation était en moyenne de 44% en 1981.

Les monnaies surévaluées ont faussé l'accroissement des prix de la production en provoquant une baisse de rentabilité des exportations , donc une réduction importante de celles-ci . Par ailleurs cette valeur artificiellement forte de la monnaie nationale a favorisé l'importation des denrées alimentaires et même des produits de luxe.

Le gonflement des taux de change a pénalisé les secteurs tributaires des exportations comme le tourisme et l'industrie de transformation , et a rendu les importations plus attrayantes en accentuant davantage le déficit de la balance des paiements et entraînant par conséquent le manque de devises .

Le non ajustement des taux de change n'a fait qu'aggraver la situation en provoquant une inflation galopante , alors que le pouvoir d'achat de la majeure partie de la population ne cessait de diminuer .

Aussi bon nombre des gouvernements africains ont dû appliquer une politique de financement par le déficit budgétaire ou en recourant à la " planche à billets " , d'une part pour atténuer le problème de pouvoir d'achat en raison de l'inflation qui ne cessait de s'amplifier et de la hausse des prix que l'on devait consentir aux producteurs , d'autre part pour faire face à l'existence des marchés noirs , suscités par la pénurie des denrées alimentaires .

Cet accroissement de la masse monétaire non proportionnelle aux ressources ne pouvait qu'accélérer le taux d'inflation et la baisse des revenus réels , puisqu' il n'a pas permis d'augmenter la productivité mais a plutôt provoqué le développement des marchés parallèles contraignant l'Etat à ne plus pouvoir contrôler les prix des biens de consommation .

Ce contrôle de prix s'avérait en effet inefficace dans la mesure où il a une pénurie des produits de première nécessité et à côté subsistent des trafics des marchandises importées et des produits locaux revendus sur les marchés noirs . En ne pouvant satisfaire suffisamment les besoins de la population par manque de ressources , l'Etat se trouve dans l'incapacité de maîtriser ce genre de marché,

Plusieurs pays africains se sont trouvés peu à peu dans l'incapacité presque totale de nourrir leur population face à une inflation difficilement maîtrisable , à une production insuffisante de produits locaux , et au développement des marchés parallèles . La famine a surtout commencé à s'accroître depuis les années 1981 notamment dans le Sahel , l'Ethiopie et la Somalie , et continue à atteindre beaucoup de pays africains au niveau d'une couche de population assez nombreuse à des degrés plus ou moins importants .

II.1.2 - Les problèmes socio-politiques :

-

Les conditions sociales empirant avec les problèmes économiques vus précédemment , vont être aggravées par l'explosion démographique , l'instabilité politique et les conflits ethniques .

a - Les problèmes démographiques et éducatifs:

L'explosion démographique perturbe fortement l'équilibre écologique de l'Afrique par la mise à nu de zones forestières due à l'extension accélérée de l'occupation de l'espace et des terrains à cultiver , entraînant ainsi la dégradation de la faune et de la flore , et celle du sol par l'érosion .

Par ailleurs le phénomène de l'urbanisation s'est développé plus vite que la capacité des gouvernements à mettre en place les services sociaux les plus élémentaires dans les villes , du fait de l'insuffisance de ressources . Pourtant les médicaments et les traitements hospitaliers ne sont plus à la portée de la majorité de la population compte tenu de la faiblesse de leur pouvoir d'achat . L'Etat ne peut , cependant , compter dans le domaine de la santé publique , que sur les aides qui sont loin d'être satisfaisantes , et ne peut avoir recours qu'à des soins assez primaires .

Jusqu'à présent pourtant , pas un des pays africains n'a fait montre de progrès pour atténuer la pression démographique , étant donné qu'ils sont tous encore confrontés à un taux d'analphabétisation très élevé , 75% en moyenne , et que le manque des moyens financiers ne permet pas de réaliser des programmes de sensibilisation ou d'éducation de planning familial jusque dans les campagnes . Ces programmes s'ils ont lieu , ne peuvent donc concerner qu'une population assez réduite .

Mais bien que devenant de plus en plus nombreuse , la population se trouve encore incapable de développer ou d'augmenter la production, en raison de la médiocrité de ses moyens techniques et du manque de soutien de l'Etat . En outre les maladies et la famine , guettant les paysans quotidiennement, sont loin de leur permettre d'obtenir de bons rendements .

Le dernier problème non moins important , lié à l'explosion démographique , est l'engorgement des systèmes éducatifs , car l'accroissement des effectifs scolaires dépasse la capacité économique africaine à subvenir aux besoins afférents .

Après une période de progrès , notamment lors de la première décennie de l'indépendance , on assiste à une dégradation des ressources éducatives et de la qualité de l'enseignement . En dehors des grandes villes , la plupart des écoles manquaient de bureaux , de chaises , de bancs , de tableaux noirs , et de craies . Et en général , les matériels pédagogiques et les manuels scolaires sont insuffisants ou inadaptés .

Viennent aggraver cette situation , l'incompétence et le manque de conviction de bon nombre d'enseignants dû à leur perte de prestige , car si autrefois ils jouissaient d'un statut enviable dans la société , ils constituent aujourd'hui un corps méprisé et peu stimulé . Ceux qui ne peuvent pas changer de métier , cherchent un moyen pour compléter leurs ressources , ce qui ne pourrait que nuire à la qualité de leur enseignement . Cela a provoqué beaucoup de redoublements et d'abandons scolaires prématurés , d'autant que les frais de scolarisation ne sont presque plus à la portée de la bourse de la majeure partie de la population .

Et à côté de leurs problèmes de développement économique , les pays africains se trouvent de plus en plus confrontés à une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée , à tel point que l'Afrique est placée loin derrière l'Asie et l'Amérique Latine , notamment dans le domaine scientifique et dans la gestion .

b - L'instabilité Politique et les conflits internes :

Pendant des décennies , presque partout en Afrique , l'Etat est devenu la propriété privée d'une tribu ou d'une classe politique qui fait tout pour pérenniser au pouvoir . Le modèle d'une tribu dominant toutes les autres , est un héritage colonial , où l'administration était caractérisée par un rapport de commandement et une vocation de domination .

La coalition des tribus dans la lutte contre la colonisation ne s'est concrétisée que durant cette période de lutte , car les tribus n'ont pu s'organiser pour instaurer l'équilibre et l'égalité lors de l'indépendance.

Les tribus brimées convoitaient le pouvoir en contestant la légitimité de la classe politique dominante . Et pour garantir sa sécurité politique , la tribu régnante a toujours recours à constituer l'Armée nationale à base majoritairement d'une milice tribale notamment celle encadrant la capitale .

A défaut d'alternance politique et face à des extravagantes promesses ayant fait naître des espoirs non satisfaits , étant donné que l'économie commençait à stagner dans les années 1970 et à se détériorer dans les années 1980 , le mécontentement de l'opinion publique a grandi et a été exploité par des oppositions fréquemment virulentes .

Le durcissement des conflits en Afrique s'est produit dans les années 1970 . La tension est partout montée , et le désastre des tribus , les fratricides , les génocides s'amplifiaient . Du Nord au Sud , de l'Est à l'Ouest les conflits ont été toujours à base ethnique , comme au Nigeria , au Niger , au Sénégal , au Congo , en Centrafrique , au Cameroun , au Congo-Kinshasa , en Ouganda , au Kenya , au Tchad , au Rwanda , au Burundi , au Liberia , en Ethiopie , en Somalie , au Soudan , au Zimbabwe , en Zambie , au Mozambique , en Rhodésie , en Namibie , en Afrique du Sud , en Angola (en guerre tribale depuis 1975 jusqu'à ce jour ,avec de brèves interruptions lors des accords de cessez-le-feu de 1991 , de 1994 et de 1997) , et même à Madagascar bien qu'à un degré moindre (s'agissant là , en 1974 d'une tentative d'action armée menée par le Colonel Bréchar d pour la cause côtière , mais n'ayant pas eu assez de partisans , elle a été vite maîtrisée) .

Tous ces exemples attestent de la généralisation de la tension en Afrique à partir surtout de la deuxième décennie de l'indépendance . Et sans parler des conflits qui

ont continué ou ont été repris , viennent récemment compléter le nombre , les conflits aux Comores , en Guinée-Bissau , et en Sierra Leone .

L'Afrique a ainsi renoué avec une réalité précoloniale mise en veilleuse durant la colonisation. L'idée d'ennemi héréditaire éternel semble exister en Afrique et les crises actuelles qui y sévissent , sont exacerbées par des règlements de compte .

Partout des minorités régionalement fortes et héritières des réelles structures précoloniales sont prêtes à se soulever pour récupérer le pouvoir les ayant été ravi par les colonisateurs, et remis par la suite lors de l'indépendance à ceux devenus majoritaires qu'ils avaient jadis dominés . Mais une fois que cette classe minoritaire se retrouve au pouvoir , elle fait tout pour y perdurer , ce qui a toujours suscité des réactions non moins violentes de la part des autres classes.

Dans certains cas les conflits opposaient principalement deux races , celle des pasteurs , les nomades , contre celle sédentaire , les agriculteurs , à l'exemple des Tutsi et Hutu du Rwanda et du Burundi , des éleveurs Peuls et agriculteurs Haoussa du Niger , et des Massaï contre leurs voisins agriculteurs Kikuyu au Kenya, et comme les arabes contre les noirs au Soudan , la population métissée et islamisée du Nord contre les noirs sudistes animistes au Tchad.

D'autres races se trouvent seules contre plusieurs tribus , à l'exemple des Biafrais contre le reste du Nigeria , les Katangais contre les autres tribus congolaises , les Negro-américains contre les autochtones au Liberia , les Merina des hauts plateaux contre les ethnies côtières à Madagascar (s'agissant encore là d'une discordance latente plus ou moins maîtrisée , étant les séquelles de conflits précoloniaux lors de l'invasion de réunification de la grande île , entreprise par le royaume Merina , dont certains politiciens essaient toujours d'exploiter au moindre incident politique mais sans trop de succès jusqu'à présent) , la tribu blanche contre les tribus noires en Rhodésie , en Namibie , et en Afrique du sud , sans parler des conflits des tribus noires contre tribus noires dans ces mêmes contrées , et de ceux de tous contre tous en Ouganda , en Ethiopie , et en Somalie .

L'histoire de l'Afrique depuis l'indépendance , à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Gabon , a été toujours marquée d'instabilités ne facilitant pas l'application d'une

bonne politique économique à long terme et constituant indéniablement un sérieux obstacle au développement .

La stabilité politique étant une des conditions nécessaires du progrès économique , il est évident que les investisseurs étrangers ou nationaux sont réticents face à un avenir incertain . Les pays qui ont eu des gouvernements forts et stables , avec de transfert de pouvoir sans heurt , ont relativement réussi à établir des bases plus solides pour la croissance , en ayant la confiance des investisseurs , tels que la Côte d'Ivoire , le Gabon , le Cameroun , le Botswana , le Malawi et le Kenya .

En revanche , les agitations ou les instabilités politiques incessantes ont entraîné le dysfonctionnement du processus économique , en accordant beaucoup plus d'importance à la politique politicienne qu'à la réalisation des objectifs économiques .

Et quand bien même il s'agit de pays disposant de ressources naturelles appréciables et des potentialités humaines non négligeables , les efforts de redressement et de développement économiques semblent patiner voire même régresser, tel le cas du Nigeria , du Ghana , de l'Ouganda et voire de Madagascar . Ce dernier se trouve malheureusement parmi les quinze pays les plus pauvres du monde , étant pourtant une île qui dispose de zone économique exclusive assez grande aux ressources halieutiques les plus diversifiées et qui possède de riches faune et flore respectivement à 80 et 90% d'endémisme , ainsi que de ressources minières assez variées presque dans toutes les régions , avec un pourcentage de terres arables assez important .

De même les pays engagés dans des conflits interminables avec leurs voisins ou internes , comme le Tchad , l'Ethiopie , le Soudan , l'Angola et la Mozambique , ont sérieusement compromis leur essor économique et n'est-il pas étonnant que la plupart ont été les premières victimes des famines désastreuses .

La guerre actuelle au Congo-Kinshasa ou en République Démocratique du Congo (l'ex-Zaïre) continuant à prendre de l'ampleur avec la participation des pays limitrophes , risque de menacer presque toute l'Afrique , et confirme de plus que les dirigeants africains , à priori animés d'une volonté d'hégémonie et de népotisme , peuvent recourir à la violence pour s'assurer le pouvoir en sacrifiant ainsi des

hommes , des ressources et de précieux temps pour le développement économique du pays.

Le cas de ces conflits au Congo-Kinshasa illustre bien le cas typique du risque auquel pourraient être exposés tous les pays d'Afrique Noire , dont les problèmes ethniques se sont toujours avérés complexes , avec comme une des principales causes la délimitation coloniale des frontières qui ont dispersé de part et d'autre des Etats périphériques , des gens de même tribus ou ethnies . Et dans la mesure où dans une telle situation , l'hégémonie et le népotisme se fondant sur des liens ethniques au sein d'une classe politique dominante persistent et deviennent de plus en plus flagrants , le conflit interne impliquant d'autres voisins est inévitable . Et cela ne saurait en aucun cas résoudre le problème de sous-développement en Afrique .

c - Le risque d'embrassement de la Guerre du Congo-Kinshasa sur toute l'Afrique :

La guerre qui sévit actuellement au Congo Kinshasa met en opposition deux équipes , l'une pro-Kabila , l'autre anti-Kabila . De part et d'autre , elles sont constituées d'armées hétéroclites et des milices ethniques soutenues par des états à aux motivations géopolitiques diverses , qui peuvent changer de camp et rendent imprévisible l'évolution du conflit .

Dans les rangs des pro-Kabila , se joignent le Congo-Brazzaville , le Soudan , l'Angola , le Zimbabwe , la Namibie , des milices ethniques , des mercenaires , quelques anciens soldats de Mobutu et même la Chine .

L'alliance anti-Kabila se compose d'anciens mobutistes , de soldats congolais dissidents , de Tutsis du Congo-Kinshasa , du Rwanda , du Burundi , de l'Ouganda , des rebelles angolais de L'UNITA et des séparatistes cabindais (province angolaise recelant l'essentiel des ressources pétrolières) .

Laurent Désiré Kabila appartenant à l'ethnie Louba ou Balouba du Katanga et du Kasai , a su profiter de la révolution inspirée par les Tutsis pour parvenir jusqu'au

pouvoir . Les combattants étaient essentiellement des Tutsis de l'Est du Congo-Kinshasa , soutenus par le Rwanda et l'Ouganda .

L'historique de l'implication des Tutsis dans cette guerre peut être résumé comme suit :

Dans la région du Nord Kivu à Masisi , aux côtés des populations locales congolaises de souche Nande , Shi et Tembo , vivaient des éleveurs Tutsis et des cultivateurs Hutus , globalement appelés Banyarwandas . Ces derniers ont émigré depuis le Rwanda en vagues successives , mais certains ont toujours vécu dans cette région qui fut déclarée congolaise par le partage colonial .

Le manque de terres et la surpopulation avaient déjà entraîné quelques conflits avec la population locale , mais l'exode des réfugiés Hutus rwandais en 1994 , a avivé les tensions , d'autant que ces réfugiés se sont alliés aux Banyarwandas hutus , lesquels ensemble ont chassé les Tutsis de leurs terres de pâturage et massacré leur bétail avec le soutien de l'armée de Mobutu .

Ces Tutsis de Masisi , fuyant les persécutions ethniques , se sont alors réfugiés au Rwanda , où les jeunes gens ont été incorporés dans des unités militaires spéciales pour les préparer à faire la guerre au Kivu , afin de démanteler les camps des réfugiés et établir une zone de sécurité au profit du Rwanda .

Lorsque la guerre éclata au Kivu , en Octobre 1996 , les Tutsis du Masisi et du Sud-Kivu étaient appuyés par l'armée régulière Rwandaise et par l'Ouganda , ainsi que par les opposants Zaïrois partisans de Patrice Lumumba , le Premier ministre du pays , assassiné par Mobutu . Une alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) a été constituée , dont Laurent Désiré Kabila , ayant été le porte-parole , était devenu le président .

Au début , cette alliance a été constituée d'une part pour renforcer la lutte contre Mobutu , et d'autre part pour contribuer à créer une bande de territoire pro-Tutsis

dans l'Est du Zaïre , d'Uvira jusqu'à la frontière avec le Soudan , par laquelle l'Ouganda et le Rwanda pouvaient assurer la sécurité de leurs frontières , en se protégeant contre des raids anti-Tutsis .

Durant la guerre de la libération du Zaïre , les forces armées zaïroises de Mobutu n'ont pratiquement pas combattu , refusant de défendre un régime discrédité qui omettait de payer leurs soldes . En revanche , se sont battus en première ligne les militaires hutus et les miliciens de l'ancien régime rwandais accusés du génocide des Tutsis en 1994 . Tout compte fait , ce sont des Rwandais de l'ancienne armée d'un côté , de la nouvelle armée patriotique de l'autre , qui se sont combattus sur le territoire du Congo-Zaïre .

Après la retraite de l'ancienne armée rwandaise vers le Congo-Brazzaville , l'alliance avait en Mai 97 amené Laurent Désiré Kabila au pouvoir , lequel s'est vu attribuer les pouvoirs suprêmes pour la défense , le législatif et l'exécutif du Congo-Kinshasa . Kabila s'est entouré de ses ethnies favorites , et s'est ensuite retourné contre les Tutsis qui lui avaient permis de prendre le pouvoir , en suspendant par ailleurs les partis politiques actifs au cours des sept dernières années, ceux-là même qui avaient mené l'opposition contre Mobutu .

Ces mesures ont suscité l'indignation des forces politiques et militaires l'ayant aidé à parvenir au pouvoir , et malgré les promesses de Kabila pour organiser des élections générales , libres et démocratiques dans un délai de deux ans (en 1999) , ces forces hétéroclites avaient décidé de se débarrasser de lui . Cela devait être accompli par la branche militaire de l'Alliance Congolaise pour la Démocratie (ACD) , comportant des milices tutsies de l'Est du pays , des hauts gradés des forces armées congolaises (FAC), d'anciens membres du gouvernement de Kabila , de régiments mutinés, et d'anciens soldats des forces armées zaïroises de Mobutu (FAZ) , tous issus pour la plupart des autres ethnies en rivalité avec l'ethnie Louba de Kabila . Le Rwanda et l'Ouganda y apportaient leur appui militaire .

Mais l'hypothèse que cette nouvelle alliance qualifiée de rebelle , n'a pas su prendre en compte , a été l'intervention de l'Angola et du Zimbabwe qui a permis de la repousser de l'Ouest et l'a obligée à se battre à l'Est , où elle contrôle une région étendue le long de la frontière orientale entre le Congo-Kinshasa et l'Ouganda , le Rwanda et le Burundi .

Une éventuelle défaite de l'alliance , dans cette partie du pays pourrait déplacer la guerre notamment anti-Tutsis au Rwanda, au Burundi avec d'inévitable embrasement en Ouganda .

La participation de l'Angola dans cette guerre est provoquée par le fait que les autorités angolaises reprochaient auparavant au régime de Mobutu d'abriter les troupes de Jonas Savimbi et veulent empêcher leur pire ennemi l'UNITA (mouvement dirigé par Jonas Savimbi) , de passer des diamants en contrebande et d'établir des bases au Congo-Kinshasa .Mais si l'équipe adverse peut donner des garanties de neutralisation de l'UNITA , Kabila risquerait de perdre le soutien de son meilleur allié .

Quant au Président du Zimbabwe , Robert Mugabe , son but serait d'acquérir une influence et une puissance dans la région australe de l'Afrique , en lançant un défi délibéré au Président de l'Afrique du Sud , Nelson Mandela , leader de la " renaissance africaine " préconisée par les Etats-Unis .

L'Afrique du Sud a fourni des armes au Rwanda jusqu'à la fin de 1996 pour aider Kabila à expulser Mobutu . Cependant dans un second temps , l'Afrique du Sud envisageait de faire instaurer une autorité de transition pour remplacer Kabila en vue d'un règlement pacifique du retournement de la situation. Mais cette solution a du mal à se réaliser , dès lors que les membres de la communauté de développement de l'Afrique australe témoignent une polarisation anti-Afrique du Sud et veulent résoudre le conflit par la force .

De son côté , le Soudan a rejoint le camp pro-Kabila en appuyant les milices qui lancent des raids en Ouganda à partir de l'Est du Congo-Kinshasa , et ce pour neutraliser l'armée populaire de libération du Soudan (APLS) , mouvement rebelle du Sud du pays soutenu par l'Ouganda . Cela constitue bien un jeu dangereux qui pourrait obliger les Ougandais à attaquer le Soudan , avec certainement le soutien des Américains pour renverser le régime islamique de ce pays , auquel ces derniers reprochent de soutenir ou d'abriter des terroristes , notamment anti-américains .

En ce qui concerne la Tanzanie , elle pourrait joindre également le camp pro-Kabila , dans la mesure où elle peut jouer le rôle de base arrière pour des opérations à l'Est du Congo-Kinshasa , car elle soutient depuis longtemps les milices Hutues du Burundi contre les Tutsis dirigeant le pays .

Et dans ces cas de figure , la guerre pourrait s'étendre depuis l'Est du Congo-Kinshasa , jusqu'au Soudan , en Ouganda , au Rwanda , au Burundi et en Tanzanie . Et ce serait une gigantesque conflagration formant un arc à travers l'Afrique , de l'Angola jusqu'au Soudan et la Tanzanie .

II. 2 - L'influence de certains facteurs externes au Développement Africain :

-

-

Après avoir vu les causes internes des obstacles de développement africain , on ne saurait négliger dans cette étude de prendre en compte des facteurs externes qui auraient eu des influences plus ou moins conséquentes à l'échec de la politique de développement en Afrique Subsaharienne . Et seront brièvement analysés dans cette partie , l'effet d'une colonisation jugée sommaire , l'impact du contexte international , et celui de la géopolitique de certains grands Etats en Afrique .

II. 2 .1 - L'impact d'une Colonisation Sommaire :

Ce qui importe dans cette analyse c'est de savoir si la colonisation a bien assumé sa mission dite " civilisatrice " , humanitaire et de développement , et si elle a bien eu le temps de donner aux jeunes Etats africains nouvellement indépendants l'élan nécessaire pour continuer le développement et acquérir une indépendance économique ?

Quelles que soient les visées géopolitiques des puissances coloniales , il faut reconnaître que la colonisation a beaucoup apporté et a laissé un héritage assez important en Afrique (voir in supra Constat sur la période coloniale), en l'espace de peu de temps , 50 à 60 ans . Avant la colonisation , l'Afrique était encore très loin de la civilisation contemporaine et constituée de sociétés très traditionnelles , dans lesquelles pour la plupart , au-delà d'une communauté clanique , il n'existait aucune structure politique , économique , sociale ou culturelle pour mieux organiser la vie en société .

Néanmoins un problème non moins important laissé par la colonisation en Afrique , c'est d'avoir délimité les frontières sans tenir compte des réalités historiques des groupes ethniques africains, si bien que des ethnies longtemps rivales ont dû vivre ensemble et que des gens de mêmes tribus se trouvaient dispersés de part et d'autre des Etats artificiels ou fractionnés dans deux ou plusieurs pays limitrophes . Nombreux sont les exemples d'ethnies traditionnellement antagonistes regroupées au sein d'un même Etat , ce qui arrangeait difficilement les cohabitations sociales et politiques , tels les cas au Tchad , au Liberia , au Nigeria , au Congo-Kinshasa , en Angola, en Afrique du Sud....

En tout cas , il faudrait également que l'on s'accorde à dire que la durée de la colonisation était assez courte , d'une part pour consolider des bases économiques et sociales garantissant un élan et un avenir assuré pour un décollage économique ou pour la mise sur rail dans la voie de développement des pays ayant à peine connu la modernité ; d'autre part pour garantir la moralité des cadres nationaux venant tous à peine d'accéder à une fonction publique .

La population ne saurait être , en l'espace d'une cinquantaine d'année , assez mûre pour assumer une part d'action ou des responsabilités politiques dans l'intérêt de la Nation , comme il se doit dans tous pays civilisés , étant donné qu'au jour de la décolonisation , seulement 15 % de la population , étaient lettrés .

Par ailleurs , les élites ou les intellectuels nationaux devant assurer la relève des autorités coloniales encore peu nombreux et peu expérimentés , n'ont trouvé mieux que d'adopter le style de rapport qu'avaient eu les colonisateurs envers les administrés , un rapport de commandement et de domination face à une population à majorité peu intéressée à la politique par ignorance et facilement manipulable.

Durant la première décennie de l'indépendance , ils gouvernaient presque sans opposition . Et le principal problème réside dans le fait que la plupart des cadres dirigeants , venant à peine de vivre dans l'aisance , pensaient avant tout à se donner des avantages , et ne pouvaient accepter facilement de quitter le pouvoir , en prenant goût à ces nouveaux privilèges . C'est justement cette situation qui a suscité le désir de l'hégémonie et le népotisme .

Le contexte international à l'issue de la 2ème guerre mondiale a dû contraindre les puissances coloniales à céder aux mouvements d'indépendance . Mais une colonisation déjà tardive et assez brève , ne pouvait pas assurer des bases politiques , économiques et culturels solides pour des jeunes Etats accédant juste à une civilisation contemporaine , qui semblent bien dans leur cas être laissés à une destinée aventurière, voire conflictuelle .

Et si on avait encore recours au système dit de " néocolonialisme " , pendant surtout la première décennie pour encadrer les Etats africains nouvellement indépendants , c'était davantage pour des intérêts économiques des puissances coloniales , qu'au profit direct de ces Etats .

De l'analyse faite sur la colonisation africaine , Il apparaît évident que celle-ci , bien qu'ayant contribué à des apports positifs , a eu une influence plus ou moins importante dans l'échec de la politique de développement dans ce continent.

II. 2.2 - L'impact du Contexte International :

Dans l'analyse de l'échec du développement africain , on ne saurait négliger de voir les impacts du contexte international , dont certains événements ont eu des effets plus ou moins négatifs , en accentuant davantage les problèmes conflictuels , économiques et sociaux des pays africains .

a - Les Effets de la guerre froide et des conflits d'influence:

-

Les Etats africains dès leur indépendance devaient être confrontés à une bipolarisation du système politique et économique mondial , basée sur deux idéologies nettement différentes , dans laquelle chaque chef de file essaie le plus que possible de renforcer son camp afin d'affaiblir l'autre , dans un contexte d'équilibre de dissuasion nucléaire .

Le continent de l'Afrique , est vite devenu un champ d'affrontement d'influences de puissances politico-idéologiques Ouest/Est , et même Soviète/Chinoise , dans la défense malheureusement de l'intérêt propre des grandes puissances , plutôt qu'au profit du développement des pays du tiers monde et notamment africains . Les désaccords de ces grands pays se répercutaient sur l'Afrique , ce qui ne pouvait arranger son problème .

Bon nombre de dirigeants africains , marqués par les mauvais côtés de la colonisation , vont opter pour le régime socialiste en comptant sur l'appui de l'URSS , afin de se débarrasser du système néocolonial . Mais ce changement de régime , à l'issue d'une première République soutenue par l'ancienne puissance coloniale , ne s'est pas fait sans heurt , d'une façon démocratique , légitime , ou légale , puisqu'il s'est réalisé au moyen de coups d'Etat militaires (plus d'une vingtaine des pays africains étaient concernés) , ou de conflits armés ayant plus ou moins duré .

Les Etats africains ont dû alors s'engager dans des courses aux armements , en y consacrant une grande part de leur budget national . Selon les recherches faites par Robert West , les dépenses militaires africaines , en pourcentage du budget national , ont augmenté plus vite que dans tous les pays du monde dans les années 1980 , dépassant de loin les taux de leur croissance économique . Même ceux qui étaient encore épargnés par ces déstabilisations violentes , n'ont point négligé de s'armer , car ils étaient en permanence sous menace des coups d'Etat militaires ou de renversement de régime . D'autant qu'à chaque conflit, des grandes puissances s'étaient toujours trouvées derrière pour soutenir l'adversaire , tel en Angola dès le début de la guerre et aussi en Mozambique pour ne citer que ceux-ci , où l'on a vu des soutiens de grands pays antagonistes .

Durant cette période de guerre froide , les deux grandes superpuissances ont toujours mené en Afrique des actions géopolitiques ou géostratégiques s'opposant à celles de l'autre . Tel était le cas où lors de l'immixtion de l'URSS dans les conflits angolais et mozambicains , les Etats-Unis devaient imposer à l'Afrique du Sud , d'abandonner l'apartheid pour éviter l'expansion du communisme dans toute l'Afrique australe , alors qu'en définitive , ils voulaient maintenir et étendre une influence politique dans cette partie de l'Afrique , pour des visées économiques , sachant que cette région recèle des riches ressources .

En dépit de l'effondrement de l'URSS , donc de la fin de la guerre froide, on note toujours en Afrique , pour des objectifs géopolitiques bien déterminés (extension d'influence politique - profit économique) , la présence des grandes puissances , surtout occidentales , pour orienter la politique des Etats africains devenus de plus en plus faibles , allant même s'immiscer dans des conflits internes , à l'exemple de la France au Rwanda . De même dans les conflits au Congo-Kinshasa où les Etats-Unis ont aidé au renversement du régime de Mobutu , en envoyant des forces spéciales entraîner les unités Rwandaises qui ont par la suite placé Kabila au pouvoir . Leurs actions ont été surtout motivées par le fait qu'ils ont des intérêts miniers majeurs au Congo-Kinshasa et que de plus ils ont préconisé la " renaissance africaine " qui s'incarnerait dans des systèmes démocratiques avec une économie de marché régionale , s'articulant sur l'Afrique du Sud et rayonnant au-delà du Congo-Kinshasa .

Malheureusement cette renaissance devant être concrétisée par une régionalisation économique s'est estompée pour le moment , car Kabila qui en a été vu comme l'un des futurs leaders , a par ses attitudes politiques , déçu les parties qui l'ont aidé à parvenir au pouvoir . Entr'autres , l'Afrique du Sud qui a reçu la bénédiction des Etats-Unis de diriger cette future " communauté de développement de l'Afrique australe " semble être désapprouvée par les membres de cette communauté . Tel désaccord ne pourrait que provoquer un ralentissement du développement de cette partie du continent .

II . 2 .23 - L'impact des chocs pétroliers :

-

Les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 , sont sans aucun doute des grands chocs pour la plupart des pays africains . Au courant de la deuxième décennie de leur indépendance, les Etats africains éprouvaient déjà des problèmes économiques relativement importants (stagnation ou déclin économique pour certains) , étant confrontés à une explosion démographique de plus en plus lourde qu'ils n'arrivaient pas à maîtriser , et devant faire face à une forte concurrence des matières premières asiatiques et américano-latines , alors que des programmes macro-économiques ayant engagé des investissements énormes , n'avaient pas encore donné de résultat positif .

La crise économique internationale suscitée par ces chocs pétroliers , ne pourrait qu'aggraver les problèmes économiques qu'endurent les pays africains , car disposant encore d'une économie très fragile , mal orientée ,ils ne peuvent en aucun cas supporter les détériorations des termes d'échange en comptant sur des activités d'exportation non diversifiées , dont les prix ne cessent de diminuer , alors qu'ils sont obligés d'importer des biens d'équipements et des biens de consommation indispensables , du fait de l'insuffisance de la production locale . On ne saurait alors ne pas imaginer ce qu'ont apporté les chocs pétroliers dans l'économie des Etats africains en les ramenant plusieurs années en arrière , notamment durant les années 1980 .

TITRE III . - LA DEMOCRATISATION EN AFRIQUE

-

-

A la veille du XXI ème siècle , la faim et la violence qui sévissent en Afrique , sont deux problèmes fondamentaux moralement inacceptables , dans un monde où certaines régions (la Communauté Européenne , les Etats-Unis , le Japon.....) jouissent de surabondance de production chaque année et deviennent de plus en plus puissantes .

A l'heure aussi où le culte des droits de l'homme se raffermi davantage et où le principe du droit des peuples à disposer d'eux mêmes se consolide dans une démocratie concrète , on ne saurait se pencher sur le problème de l'Afrique. Ainsi

après la fin de la guerre froide , les pays occidentaux en commençant à analyser sérieusement les problèmes africains , ont essayé d'importer en Afrique la démocratie libérale .

La France y confirma particulièrement à ses partenaires africains que sa priorité en matière de coopération était la démocratisation du système politique de leur Etat . Ce " diktat démocratique " fut instauré en Afrique lors du XVI^e sommet Franco-Africain de la Baule en juin 1990 .

La démocratie était alors conçue pour résoudre les problèmes d'obstacles de développement , et depuis cette année , le contexte politique africain a été marqué par la prolifération des partis politiques , se fondant en majeure partie sur des groupes ethniques . De plus les gouvernements furent contraints d'adopter des drastiques mesures d'ajustement structurel et économique sous la férule des institutions de Bretton Woods .

La conjonction de ces deux facteurs a favorisé l'émergence de nouvelles formes de divergences politiques , de fréquentes oppositions , et a suscité l'instabilité politique et le développement des nouvelles formes de violence .

Les revendications politiques et sociales se sont rapidement amplifiées, alors que dans le cadre d'ajustement économique , les conditionnalités du FMI contraignaient davantage les autorités politiques , ce qui n'arrangeait pas du tout leur position vis-à-vis de la population manipulée par les opposants .

Des replis identitaires à caractère corporatiste ou ethnique se sont aussi constitués , renforçant de plus en plus l'opposition menée par les partis politiques et menaçant en permanence la déstabilisation des Etats .

L'insécurité urbaine et le banditisme de grand chemin ou en milieu rural se sont développés face à une inflation devenant de plus en plus insupportable et que l'Etat n'arrive plus à maîtriser , puisque confronté sans cesse à des conflits politiques .

La démocratie importée en Afrique semble à priori ne pouvoir pas marcher dans ce continent . Est-ce alors à dire , que les africains ne sont pas encore prêts pour la démocratisation ? Ou bien la démocratie libérale propre à l'occident , au nom de l'idéologie des droits de l'homme , n'est pas une bonne formule pour l'Afrique ?

En tout cas , cette démocratie imposée à l'exemple de l'occident , avait entraîné plusieurs critiques de la part des responsables politiques africains , car elle était encore incompatible avec la culture africaine qui est à la fois communautaire et cloisonnée , sans parler des 75% de la population encore analphabètes qui ne pouvaient assumer consciencieusement de responsabilités politiques sérieuses , à la différence des européens , qui sont de culture individualiste mais pourtant universaliste , surtout depuis le siècle " des lumières " .

Par ailleurs , le pouvoir africain était toujours traditionnellement exercé par des groupes souvent minoritaires imposant respect et obéissance aux plus nombreux grâce à leurs vertus guerrières et raciales . La colonisation a brisé cet équilibre naturel séculaire , lequel pourtant a commencé à réapparaître en contribuant peu à peu à garantir l'ordre , mais la situation s'est une fois de plus détériorée par l'instauration de la démocratie .

La démocratie proposée comme modèle de développement pour l'Afrique était censée favoriser la constitution d'Etats-Nations africains . Mais en incitant la création de plusieurs partis , elle a permis d'institutionnaliser le tribalisme , car les partis politiques sont fondés sur des alliances des groupes ethniques . La démocratie n'a fait alors que donner naissance à l'anarchie , car chacun veut le pouvoir ou une part importante , en contrôlant soit l'Armée , soit d'autres ministères-clés . Et le gouvernement ne pouvant satisfaire toutes les ethnies , se trouve confronté à une déstabilisation constante . A preuve , juste quelques années après la Baule , 7 chefs d'Etat de l'Afrique ont perdu le pouvoir des suites des troubles politiques , sans qu'ils aient eu le temps de réaliser quelque chose de positif en application du nouveau système politique importé :

- Hissène Habré au Tchad
- Moussa Traoré au Mali
- Denis Sassou-Nguesso au Congo

-Mathieu Kerekou au Bénin

- Aristide Pereira au Cap-Vert

-Pinto da Costa à Sao Tomé et Principe

-Didier Ratsiraka à Madagascar (revenu pourtant au pouvoir , 4 ans après sa déchéance , à la suite d'une élection anticipée résultat d'une crise politique)

En tout état de cause , cette démocratie était juste urbaine , car le multipartisme ne touchait que les intellectuels urbanisés à 25 ou 30% de la population . La population rurale semble encore hermétique à la politique et surtout au principe de la démocratie , étant donné qu'en majeure partie elle ne sait pas lire ni écrire . S'il se trouve qu'elle soit membre d'un parti quelconque , c'est juste pour renforcer l'effectif d'un parti de son groupe ethnique . Bref , les politiciens profitent généralement de cette situation pour manipuler la population .

Une démocratie , telle qu'elle est appliquée dans les pays occidentaux ne saurait l'être en Afrique . La preuve en est que , voilà 9 ans que l'on a essayé d'appliquer cette démocratie " importée " , mais aucune évolution nette n'a été notée dans les pays africains , et elle n'a pas pour autant résolu les conflits et violences en Afrique .

-

-

CONCLUSION:

-

L'Afrique a eu des moyens pour son décollage économique , à savoir l'héritage de la colonisation et l'appui de l'ancienne puissance coloniale . De même qu'elle a bénéficié d'aides plus que tout autre région , de prêts dépassant son PNB et d'une rénovation du système politique dans l'espoir de voir résoudre son problème . Mais rien de tout cela n'a donné de résultat tangible pour voir une Afrique libérée de son marasme économique et de ses problèmes fratricides .

On serait tenté de dire que rien ne pourra marcher en Afrique , comme certains auteurs ou politiciens occidentaux l'affirment , en osant même avancer que l'Afrique est " autre " , et qu'il faut l'abandonner à son sort . Un tel jugement pourtant , n'est point fondé et réaliste , car on ne saurait donner tort à un peuple qui n'a pas bénéficié à temps de la " civilisation des lumières " , de la modernité , et qui est culturellement différent des " autres " .

En tout cas , il n'existe pas de problème sans solution , et ce serait aussi trop facile d'affirmer que la détérioration économique de l'Afrique résulte uniquement d'une mauvaise gestion ou d'une incompétence des gouvernants africains , car d'autres facteurs plus déterminants ont beaucoup été à la base du déclin économique de l'Afrique .

L'intervention des grands pays dans la course au pouvoir en Afrique ou dans les conflits ethniques , a été le plus souvent dictée par des intérêts bien déterminés , au détriment des solutions purement humanitaires , en soutenant l'un ou l'autre camp . Cela n'a fait qu'exacerber les conflits dans ce continent d'autant que la guerre dans les pays africains ne saurait durer sans fournisseur d'armes et sans appui soutenu de la part d'une grande puissance .

Les contrecoups des crises extérieures ont également sans aucun doute , joué un rôle décisif sur une économie fragile , affaiblie par l'explosion démographique et la concurrence commerciale internationale .

Le diktat démocratique non adapté aux réalités africaines ne saurait du coup , résoudre le problème politico-socio-économique en Afrique , comme l'ont bien montré les situations africaines depuis l'année 1990 .

Faudra-t-il alors une démocratie tenant compte des problèmes sociaux et culturels africains , et non celle calquée à l'occidentale , au nom de l'universalisme ou de la mondialisation de tout système actuel .

Et si vraiment les pays développés veulent aider les Etats africains , il faut qu'ils fassent abstraction avant tout de toutes visées stratégiques économiques ou géopolitiques de toute nature , et qu'ils se penchent plutôt sérieusement sur le fond des problèmes africains , qui sont à priori d'ordre culturel . Aussi faudra-t-il en priorité ,aider les Etats africains à combattre :

- l'analphabétisation tout en améliorant l'enseignement scolaire et professionnel en Afrique ;

- l'insuffisance alimentaire , en axant les efforts dans le soutien des agriculteurs , dans la réalisation des programmes intensifs de développement agricole , et dans la relance des industries agro-alimentaires.

Les dirigeants africains de leur côté , qui auront à appliquer un système démocratique adapté à leurs réalités nationales , devront s'attacher à chercher l'équilibre ethnique dans l'exercice du pouvoir , car l'idée d'une Nation-Etat se basant sur une ethnie est utopique . La cohabitation avec d'autres ethnies , même avec d'autres races est inévitable ; c'est la vocation même de la planète.

En tout cas le conflit ethnique en Afrique n'est pas du tout inéluctable . Un patriotisme africain axé sur la concession , la concertation et la transparence politiques est vivement souhaité , afin d'opter pour une indispensable coalition démocratique . Et faut-il penser à éduquer avant tout , la population toute entière pour un nouveau état d'esprit disposant d'un minimum niveau de maturité politique acceptant la cohabitation ethnico-sociale et les principes démocratiques . L'avenir de l'Afrique en dépend , et l'on est en droit d'être optimiste en espérant la " renaissance africaine " , car les mentalités et les conceptions politiques doivent bien changer dans l'intérêt de tous .